



Le 9 juin 2011

**Communiqué**

**Charlotte Brun**

Secrétaire nationale aux personnes âgées, handicap  
et dépendance

## **Handicap : nouveau jeu de dupes de Nicolas Sarkozy**

On attendait du président de la République qu'il profite de la deuxième édition de la Conférence nationale du handicap pour regarder en face la situation et tirer le bilan des mauvais résultats de sa politique.

Hélas, on a eu droit à la place à un satisfecit bien loin de la réalité que les personnes en situation de handicap et leur famille vivent au quotidien. La part du budget de l'Etat consacré au handicap « malgré la crise » est présentée comme un engagement fort, alors qu'il se contente de répondre aux obligations légales !

**On nous dit qu'il y a 50 000 enfants en situation de handicap de plus à l'école par rapport à 2007 mais c'est malheureusement un leurre** car si nombre d'entre eux apparaissent désormais dans les statistiques, c'est parce que leur handicap est désormais reconnu. Ensuite parce qu'ils **ne bénéficient pas d'un accompagnement adapté** : les « professeurs référents » qui doivent évaluer leurs besoins ont parfois 200 élèves à suivre, d'après le rapport Paul Blanc lui-même ! Les contrats des auxiliaires de vie, privés de statut et de formation de qualité, ne sont plus reconduits depuis 2010, l'Etat se défaussant de ses responsabilités sur les associations et considérant ces postes comme des variables d'ajustement de la politique de l'emploi, sans répondre au besoin des enfants. Les enseignants ne sont pas formés. Les postes de RASED, destinés à accompagner les enfants en difficulté, sont supprimés. L'école n'est pas une consigne où il suffirait de déposer les enfants au milieu de classes surchargées. L'enjeu de la scolarisation ne peut se résumer à la seule ouverture des classes : nous devons nous donner les moyens d'accueillir correctement tous les élèves tout au long de leur parcours.

**On nous dit que l'Allocation aux adultes handicapés a été augmentée. Mais même son montant maximal reste inférieur au seuil de pauvreté.** Nos concitoyens qui sont dans l'impossibilité de travailler sont-ils condamnés à la misère ?

On nous dit que 26 000 places en établissement et services pour personnes en situation de handicap ont été autorisées. Cela ne signifie pas qu'elles seront créées ! Et **c'est seulement la moitié des 50 000 places promises !**

On nous dit que l'accessibilité est une priorité. Mais Nicolas Sarkozy nous certifie lui-même que la proposition de loi Paul Blanc, **qui prévoit des dérogations pour le bâti neuf**, sera examinée par le Sénat avant la fin du mois ! Il y a comme un paradoxe à considérer ce chantier comme un coût et une contrainte au moment où une réflexion est menée

sur le vieillissement.

On nous dit qu'il faut favoriser l'emploi et la formation professionnelle. Mais ce sont **500 places en entreprises et services de travail adaptés qui ont été supprimés en 2011 ! Et 6 000 accompagnements de travailleurs en situation de handicap que Pôle Emploi a cessé de financer** en 2011 ! Ou encore l'indécente exception de l'Education nationale qui n'est pas contrainte de respecter l'objectif des 6%.

**Le Parti socialiste regrette l'absence de bilan lucide** alors que Nicolas Sarkozy a laissé filer son mandat sans tenir ses promesses. Comme si les personnes en situation de handicap devaient toujours se contenter d'un peu moins d'égalité et de solidarité que les autres !

Nous nous engageons, dans le cadre du projet pour 2012, à prendre en compte le handicap dans chaque loi soumise au Parlement, à assurer l'accessibilité de tous les services de l'Etat et des administrations et leur exemplarité en matière d'emploi et à garantir la scolarisation des enfants par le développement de vrais métiers de l'accompagnement sur la base de qualifications reconnues. L'objectif pour nous est de bâtir une ville accessible à tous où chacun se sentirait pleinement citoyen.